



Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas
relative à la révision du zonage d'assainissement des eaux usées
de 18 communes de la communauté d'agglomération
Roannais Agglomération (42)**

Décision n° 2017-ARA-DUPP-395

Décision du 7 juillet 2017
après examen au cas par cas
en application de l'article R122-18 du code de l'environnement

Le président de la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L.122-5, R. 122-17 et R. 122-18 ;

Vu l'article L. 2224-10 (1° et 2°) du code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision prise par la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes dans sa réunion du 14 mars 2017 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 sus-cité ;

Vu la demande enregistrée sous le n°2017-ARA-DUPP-395, déposée complète par la communauté d'agglomération Roannais Agglomération le 10 mai 2017 relative au projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de 18 communes de son territoire ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 6 juillet 2017 ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires de la Loire en date du 7 juin 2017 ;

Considérant que le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées des 18 communes s'appuie sur la révision de leurs documents d'urbanisme ;

Considérant que les objectifs du projet sont cohérents avec les préconisations du schéma de cohérence territoriale (SCoT) Roannais et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Loire en Rhône-Alpes ;

Considérant que le périmètre de chaque zonage a été maintenu tel qu'actuellement ou réduit, en cohérence avec les réseaux d'assainissement public existants et l'objectif de limiter l'étalement urbain ;

Considérant que le projet vise à mettre à jour le zonage d'assainissement avec le réseau public existant et à intégrer les projets d'aménagement des communes, notamment ceux prévus au titre des plans locaux d'urbanisme (PLU) ;

Considérant l'absence de risque significatif d'effet négatif du projet sur les zones Natura 2000 et les zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) de type I et II ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par la personne responsable et des connaissances disponibles à ce stade, le projet d'élaboration du zonage d'assainissement des eaux usées de ces 18 communes n'est pas de nature à justifier la réalisation d'une d'évaluation environnementale ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, le projet d'élaboration du zonage d'assainissement des eaux usées de 18 communes de la communauté d'agglomération Roannais agglomération, objet de la demande n° 2017-ARA-DUPP-395, **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet de zonage peut par ailleurs être soumis.

Article 3

En application de l'article R122-18 du code de l'environnement, la présente décision sera mise en ligne et jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public.

Le président de la mission régionale d'autorité
environnementale Auvergne-Rhône-Alpes



Jean-Pierre Nicol

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

La décision soumettant à évaluation environnementale peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Monsieur le Président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
siège de Clermont-Ferrand
7 rue Léo Lagrange
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

- Recours contentieux

Monsieur le Président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand
6 cours Sablon
CS 90129
63033 Clermont-Ferrand cedex 1